

NRG4SD4MDGs

Reléguons la pauvreté au passé : Le rôle du Réseau mondial des gouvernements régionaux pour le développement durable dans la réalisation des **Objectifs du Millénaire pour le Développement**.

1. Eradiquer l'extrême pauvreté et la faim
2. Assurer l'éducation primaire pour tous
3. Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
4. Réduire la mortalité infantile
5. Améliorer la santé maternelle
6. Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies
7. Assurer un environnement durable
8. Mettre en place un partenariat mondial pour le développement

« Cette génération est la première qui a le pouvoir d'éradiquer la pauvreté »
Kofi Annan, Secrétaire général de l'ONU





Cinq ans plus tard : Il est temps de passer véritablement à l'action

En septembre 2000, 189 pays membres de l'ONU ont signé la Déclaration du Millénaire pour le Développement, s'engageant à atteindre ces objectifs pour faire diminuer de moitié la pauvreté dans le monde d'ici à 2015. A ce jour, de nombreux pays ont failli à leurs promesses en ne prenant pas les mesures nécessaires. Avec dix années encore à venir, l'année 2005 devra être celle de la concrétisation accélérée des engagements pris par le Nord et le Sud.

- Les gouvernements des pays riches doivent tenir leurs engagements sur l'aide, la dette et le commerce et mobiliser les moyens nécessaires en termes de financement et d'infrastructure pour réaliser les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).
- Les gouvernements des pays en développement doivent travailler de concert avec la société civile et les communautés pour élaborer des plans solides, à l'échelle nationale, pour la réalisation des OMD.

Avec la volonté politique nécessaire et la mise à disposition de ressources adéquates, ces objectifs peuvent être atteints. Oxfam est convaincu que les gouvernements régionaux ont un rôle fondamental à jouer à plusieurs égards – en incitant leurs gouvernements nationaux à tenir leurs engagements, en promouvant les OMD, en exerçant leur influence, en participant à leur réalisation « sur le terrain » et en établissant un partenariat mondial pour le développement.

Le rôle des gouvernements régionaux

« Les économies doivent se développer pour assurer du travail et des revenus aux pauvres. Les systèmes de santé et d'éducation doivent offrir des services à tout le monde – hommes et femmes, riches et pauvres. L'infrastructure doit fonctionner correctement et être accessible à tous. Les politiques doivent donner les moyens aux populations de participer au processus de développement. Bien que la réussite dépende des actions des pays en développement – qui doivent diriger leur propre développement – les pays riches peuvent faire beaucoup de choses dans ce sens. »

Programme de Développement de l'ONU, Objectif 8

“Les gouvernements nationaux ne sont pas assez importants pour les gros problèmes et trop importants pour les petits problèmes – c'est à ce niveau intermédiaire qu'interviennent les régions.” Délégué de NRG4SD

Oxfam est convaincu que la délégation de pouvoirs intelligente joue un rôle essentiel dans la bonne gouvernance. Un gouvernement plus proche du peuple permet :

- De faire entendre la voix des pauvres dans les processus d'élaboration des politiques
- De concrétiser des politiques en faveur des pauvres, dirigées par les collectivités
- D'améliorer la transparence et l'obligation de rendre compte dans l'administration et l'offre de services aux victimes de la pauvreté dans des domaines comme la santé et l'éducation.

A notre avis, une gouvernance régionale solide joue un rôle capital dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le Développement durable.

Les défis qui se présentent au NRG4SD

- En prenant l'initiative d'œuvrer collectivement à la cause du développement durable, nous sommes convaincus que le NRG4SD peut donner l'exemple au monde en établissant un partenariat mondial pour le développement. Oxfam a conscience : Des variations considérables entre les pouvoirs législatifs et l'influence des gouvernements régionaux dans l'ensemble du NRG4SD.
- De la diversité des problèmes liés au développement durable que les gouvernements membres s'efforcent de résoudre.

Toutefois, nous sommes convaincus que pour que tout progrès significatif soit fait dans le domaine du développement durable, la participation des pays en développement et un « agenda du développement » en faveur des pauvres doivent être considérés comme constituant un élément clé de la crédibilité du réseau. Si les membres se concentrent en priorité sur les questions « liées à la consommation » des pays riches, l'agenda du réseau sera moins approprié aux besoins des pays en développement et ne concernera pas véritablement les problèmes de durabilité du monde actuel.

« On ne peut pas se targuer d'être écolo dans son propre jardin si on fait faire sa sale besogne aux pauvres et si on pille leur environnement. » Participant au Forum des Jeunes

Le NRG4SD doit :

- Donner la priorité à un agenda politique qui place les questions de développement au premier rang – en se concentrant en particulier sur les OMD.
- Formuler, en collaboration avec la société civile, des approches de participation active qui d'une part « donnent la voix » aux victimes de la pauvreté et d'autre part éclairent et influencent directement les processus du NRG4SD.
- Prendre l'initiative d'inviter les gouvernements régionaux d'Afrique à collaborer à la réalisation des OMD/de l'Agenda du Développement durable.
- Jouer un rôle actif dans la promotion et la diffusion des meilleures pratiques permettant d'intégrer les OMD dans les programmes de développement durable.

Avec des bases élargies et solides, Oxfam pense que le NRG4SD doit s'employer à se mettre en avant en tant que groupe et à développer son rôle dans la promotion du développement durable, avec pour objectif ultime de renforcer son impact au niveau mondial.

- Nous incitons le réseau à envisager de soumettre un plan d'action collectif sur le développement durable et les OMD au Sommet des chefs d'Etats de l'ONU à l'automne de 2005.

Les défis qui se présentent aux gouvernements régionaux

Les gouvernements régionaux doivent utiliser leur influence à tous les niveaux dans le sens de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement.

- **Les programmes de développement durable** doivent intégrer une analyse claire et précise de la pauvreté, des droits de la personne et des questions liées à l'environnement. Ils doivent également mettre en place des structures qui permettront de vérifier les décisions à chaque niveau et leur efficacité en termes d'impact à l'échelle mondiale et ainsi de veiller à ce que la réalisation des OMD ne soit pas involontairement entravée.
- Les gouvernements régionaux (Nord et Sud) doivent s'employer activement à obtenir la **participation de la société civile** à l'élaboration, à la mise en œuvre et à l'évaluation de programmes efficaces de stratégies de réduction de la pauvreté. Ces programmes devront tenir compte des besoins des deux sexes, être dotés de dispositifs qui soumettront les acteurs/collectivités et les gouvernements à l'obligation mutuelle de rendre des comptes (par exemple, dans le cas du suivi des budgets).
- Les gouvernements régionaux (Nord et Sud) doivent prendre des mesures visant à garantir l'accès des plus démunis aux services sociaux de base - **la Santé et l'Education** - sans que ceux-ci soient confrontés à des obstacles prohibitifs comme le paiement de ces services. Les gouvernements régionaux peuvent et doivent collaborer pour trouver de nouveaux moyens de s'informer sur les problèmes, de faire participer les communautés à des programmes

d'éducation plus informels mais qui permettent souvent de sauver des vies – notamment dans les domaines du VIH/Sida ou de l'hygiène/des installations sanitaires.

- Les gouvernements régionaux consacrent un pourcentage élevé de leur budget aux achats ; le respect des **droits au travail** doit faire partie intégrante des stratégies des chaînes d'approvisionnement **des politiques d'achats**. Exprimé le plus simplement possible, ceci signifie que l'accès à un travail décent peut permettre aux populations des pays en développement de s'affranchir de la pauvreté – alors qu'un travail qui n'est pas décent a l'effet inverse. Les codes de bonne conduite de l'Organisation internationale du Travail (OIT) doivent être sanctionnés par les gouvernements régionaux et être appliqués dans l'utilisation des fonds publics – par exemple, par le biais de l'allocation de subventions à des investisseurs ou à des corporations privés.
- Les gouvernements régionaux jouent un rôle très important dans la promotion des **produits de l'agriculture locale** sur les marchés nationaux et internationaux – pour garantir des revenus réguliers à leurs propres agriculteurs. Les produits issus du « **Commerce équitable** » permettent de garantir des revenus réguliers aux communautés agricoles des pays en développement. Les programmes axés sur la durabilité doivent s'efforcer d'associer la promotion des produits issus du commerce équitable aux activités locales de production alimentaire.
- Les gouvernements régionaux des pays en développement doivent apporter leur soutien aux communautés agricoles dans les initiatives de **commerce solidaire**, comme le commerce équitable qui facilite l'accès à des marchés durables et sûrs. Les membres du NRG4SD pourraient aussi prendre la décision audacieuse d'établir des programmes de commerce équitable entre les marchés *des uns les autres*.
- Les gouvernements régionaux du Nord et du Sud ont une influence - ou une responsabilité directe dans ce domaine - sur les décisions qui peuvent aboutir à la prolifération ou au contrôle du **Commerce des armes**, – que ce soit en soutenant des entreprises et l'industrie impliquées dans la fabrication de pièces d'armes ou des communautés où la disponibilité d'armes engendre des violences et des tragédies. Le commerce des armes facilite les conflits, force souvent les populations à fuir leurs communautés, et à cet égard, il *fragilise gravement* les processus de développement durable. Les gouvernements régionaux doivent examiner attentivement leurs politiques pour veiller à ce qu'elles fassent passer la vie des populations avant tout. Les programmes de développement durable doivent s'efforcer de consolider les codes de conduite appropriés.
- Des politiques en faveur de **l'éducation au développement durable** au niveau régional contribueront à assurer l'adhésion des générations futures à la cause de l'éradication de la pauvreté. La mise en place de liens et d'échanges éducatifs entre les pays développés et les pays en développement consolidera les initiatives prises dans ce sens.
- Les gouvernements régionaux doivent également prendre des mesures proactives visant à promouvoir les mécanismes de **transfert des connaissances et de la technologie** vers les secteurs du développement durable en faveur des pauvres.

Les gouvernements régionaux doivent se servir de leur influence pour soutenir activement la cause des Objectifs du Millénaire pour le Développement dans leurs contextes nationaux, notamment :

Dans les pays riches, ils doivent :

- Faire pression pour obtenir l'adhésion, au niveau national, à la cause de l'introduction du commerce équitable (en particulier dans le domaine des subventions agricoles et du dumping) ;
- Obtenir l'annulation complète des dettes des pays pauvres lourdement endettés (HIPC) qui se sont engagés à réduire la pauvreté ;
- Atteindre l'objectif fixé par l'ONU d'une contribution de 0,7% du PIB à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement.

Dans les pays en développement :

- Collaborer avec la société civile à l'élaboration de programmes effectifs de stratégies de réduction de la pauvreté qui contribueront à la réalisation des OMD là où il y a le plus d'urgence – éliminant la pauvreté au niveau de la communauté.

© Oxfam Cymru, mars 2003. Oxfam Cymru et Oxfam GB sont membres de Oxfam International. Organisation de charité enregistrée - no. 202918. Ce papier a été rédigé par Craig Owen, en collaboration avec Jon Townley et Owain James. Il fait partie d'une série de papiers rédigés pour éclairer le débat public sur les politiques de développement et humanitaires. Ce texte peut être utilisé sans restriction aux fins d'activités de réalisations de campagnes, d'éducation et de recherche, à condition que la source de référence soit mentionnée dans son intégralité. **Des exemplaires supplémentaires de ce document** et du matériel complémentaire peuvent être obtenus dans plusieurs langues – anglais, gallois, français et espagnol – par e-mail à l'adresse suivante oxfamcymru@oxfam.org.uk, ou en écrivant à Oxfam Cymru, Market Buildings, 5-7 St. Mary St, Cardiff, pays de Galles, CF10 1AT Royaume-Uni.
www.oxfam.org.uk

Published by Oxfam International March 2004

Published by Oxfam GB for Oxfam International under ISBN 978-1-84814-485-9